



Interview : Diana Buttu sur lâ??unitÃ© palestinienne et la marche Ã suivre



Par : Alex Shams â?? *Dimanche 27/04/2014*

Diana Buttu est une avocate palestino-canadienne. De 2000 Ã 2005, elle a travaillÃ© comme conseilÃ¨re juridique et en communication dans lâ??UnitÃ© de Soutien aux NÃ©gociations de lâ??OLP.

Maâ??an a rÃ©cemment interviewÃ© Buttu pour discuter de la rÃ©cente rÃ©conciliation entre le Fatah et le Hamas, la dÃ©cision israÃ©lienne de mettre fin aux nÃ©gociations de paix et la marche Ã suivre pour le mouvement national palestinien.

Dâ??aprÃs vous, quels facteurs ont conduit Ã cet accord ? En dÃcembre et janvier, des discussions ont repris sur la possibilitÃ dâ??une rÃconciliation, mais pourquoi un accord maintenant ?

Je pense quâ??il y a eu deux facteurs principaux, lâ??un du cÃtÃ du Hamas, lâ??autre du Fatah.

Du cÃtÃ du Hamas, je pense quâ??ils commencent Ã ressentir les effets du gouvernement Sissi avec la fermeture des tunnels, ainsi que le fait que lâ??AutoritÃ Palestinienne nâ??a en rÃalitÃ rien fait pour quâ??IsraÃl adoucisse le siÃge.

Le siÃge dans son ensemble commenÃait Ã vraiment les affecter â?? les Palestiniens ne pouvaient plus passer par Rafah, les marchandises ne pouvaient plus entrer aussi facilement quâ??avant et les tunnels Ãtaient gÃnÃralement fermÃs. Dâ??une certaine faÃson, ils rÃalisaient que, pour avoir un peu dâ??air dans leur prison, il fallait parvenir Ã une sorte dâ??accord avec le Fatah.

Les contours de lâ??accord avaient toujours existÃ et avaient ÃtÃ dÃcidÃs â?? les derniers en 2010 et en remontant Ã 2008 â?? mais il fallait les rendre effectifs.

Du cÃtÃ du Fatah, cela a beaucoup Ã voir avec lâ??arrivÃe de la date limite du 29 avril et le fait quâ??Abu Mazen (Mahmoud Abbas) nâ??a absolument rien Ã prÃsenter aprÃs ces neuf mois de nÃgociations.

A la diffÃrence du Fatah, Abu Mazen est trÃs prÃoccupÃ par le fait quâ??il nâ??a pas de lÃgitimitÃ. Ces quatre derniÃres annÃes, il a pratiquÃ toutes sortes dâ??acrobaties pour essayer de promouvoir sa lÃgitimitÃ. Dâ??abord en 2011, Ã son premier essai pour aller aux Nations Unies dÃclarer le statut dâ??Etat. Mais il nâ??a pas abouti au Conseil de SÃcuritÃ et a simplement laissÃ tomber. Cependant, lâ??enjeu Ãtait important, il provoqua un beau ramdam et puis, bien sÃr, rien ne se passa. Ce fut la mÃme chose en 2012 â?? il alla relever notre statut Ã lâ??ONU et quand il obtient ce relÃvement, il ne poursuit pas.

Je crois que ce qui sâ??est passÃ, câ??est quâ??il a rÃalisÃ que rien ne sortirait de ces nÃgociations et quâ??il avait donc besoin de faire quelque chose pour montrer quâ??il est non seulement lÃgitime mais aussi trÃs populaire. Câ??Ãtait trÃs commode et ainsi les intÃrÃts rÃciproques se conjuguerent. Et câ??est pourquoi, pour Ãtre tout Ã fait honnÃte, je ne suis pas trÃs optimiste Ã ce sujet.

Et pourquoi ?

Je ne suis pas optimiste parce qu'ils ne fondent pas leur accord sur une stratégie nationale palestinienne, ni sur une vision nationale palestinienne, ni sur une idée de ce qui est bon pour la Palestine. Ils le fondent sur leurs intérêts partisans. Et, à condition que leur politique ne change pas, cet accord peut tenir. Mais que quoi que ce soit change d'une façon ou d'une autre et nous verrons encore une fois le retour à la division.

Ce n'est pas parce qu'ils s'étaient engagés avec cette optique que nous allons avoir maintenant une stratégie unifiée pour affronter Israël, pour affronter l'occupation, pour aborder toutes les issues possibles. Au lieu de cela, ce fut : « Quels intérêts politiques personnels nous ont conduits à nous rassembler ? »

Quand vous suggérez que quelque chose pourrait changer et qu'ils pourraient à nouveau se comparer, à quel genre d'événement faites-vous référence ?

Quelques données pourraient changer. Si les Américains interviennent et mettent la pression sur Abu Mazen, particulièrement s'il agit de pression économique assortie de la condition qu'ils ne forment pas un gouvernement d'unité ou de consensus, nous pourrions tout simplement revoir la même rupture qu'auparavant.

En d'autres termes, avec leur aiguillon économique, les Etats Unis ont le pouvoir et simplement la possibilité de pousser le levier en marche arrière.

Vous évoquez des raisons d'être pessimistes. Y a-t-il une seule raison d'être optimiste ? S'agit-il d'une possible réconciliation historique, comme le disent les gens ?

Possible oui. Si je suis pessimiste, c'est seulement parce que j'ai vu où les parties ont conduit la marche de l'histoire, mais il y a beaucoup de potentialité dedans.

Ce sera la première fois que l'OLP reconnaîtra que ni le Hamas ni le Jihad Islamique ne iront et qu'ils sont des partenaires légitimes dans le spectre politique palestinien. C'est très important.

Et non seulement c'est important mais cela peut conduire à des prises de décision conjointes et à une plus grande autorité en abordant certaines des questions auxquelles nous sommes confrontés. Il y a évidemment un énorme potentiel, et j'espère qu'ils saisiront l'occasion.

Avec l'inclusion du Hamas dans l'OLP, Israël avait l'occasion de négocier avec les principales factions politiques palestiniennes, à la fois en Cisjordanie et à Gaza, ce qui ressemblait à l'opportunité de négociations de paix plus significatives.

Mais d'autre part, beaucoup de gens ont salué l'entrée du Hamas et l'effondrement des négociations parce que, pour eux, cela mettait fin à la mascarade. Quelles raisons pour l'optimisme ou le pessimisme voyez-vous dans la fin des négociations ?

Je pense que rien de bénéfique n'est sorti de ce processus de négociations et, pour le dire sans détour, que la fin de ces négociations n'a rien de négatif. Cet accord de conciliation montre simplement à quel point le comportement d'Israël était grotesque.

Tout d'abord, il n'y a pas eu de conciliation pendant sept ans. Si Israël avait vraiment souhaité la paix, il aurait pu, n'importe quand pendant ces sept ans, mettre fin à l'occupation et parvenir à une sorte d'accord.

Deuxièmement, Netanyahu est celui même qui a dit qu'il ne pouvait négocier avec Mahmoud Abbas parce qu'il ne représente pas la totalité des Palestiniens et parce qu'il ne contrôle pas la Bande de Gaza. Et maintenant, vous avez quelqu'un qui est probablement sous la protection d'un vrai gouvernement de consensus, et les Israéliens disent qu'ils ne peuvent plus négocier avec eux parce que le Hamas en fait partie. Il s'agit donc bien d'une farce.

Cet accord d'association a vraiment mis en lumière la farce qu'est Israël et la farce de sa position en venant négocier. C'est pourquoi, avant tout, il est temps pour nous de nous regrouper, de renouveler nos stratégies et de réfléchir aux prochaines étapes.

On a passé trop de temps à 21 ans à négocier, et pas assez de temps sur les alternatives.

A quelles sortes d'alternatives pensez-vous ?

Il y a un tas de choses qu'ils pourraient faire, plus précisément encourager la résistance populaire et encourager le boycott, désinvestissement, sanctions. La raison pour laquelle je crois qu'encourager la résistance populaire est important, c'est que, si vous repensez à la première Intifada, ce qui a conduit la Palestine littéralement chez les Israéliens, c'est l'Intifada, et le fait qu'il y avait une résistance populaire.

Pour la première fois, les Palestiniens n'étaient pas ce peuple invisible ne vivant qu'en Cisjordanie et « la situation était compliquée ». Ou ces gens qui, dans le pire scénario, étaient les ouvriers, ces gens invisibles qui ont rendu la vie d'Israël plus facile.

La première Intifada fut la première occasion pour les Palestiniens d'entrer dans les salons des Israéliens, sur leurs écrans de télévision. Je pense qu'il y a une forte volonté à l'intérieur, et je pense que c'est ce qui a conduit à non Oslo mais à la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Ils doivent revenir à cette stratégie de la résistance populaire, et à son soutien, au lieu de faire ce que le Fatah et Abbas ont fait, c'est-à-dire menacer du doigt tout le monde en disant « tu ne dois pas ». Ils ne nous autorisent pas à faire quelque chose, ils nous disent simplement vous ne devriez pas. C'est pourquoi je pense que la résistance populaire est une stratégie importante.

La deuxième chose, c'est le BDS, pour la même raison : il fait entrer chez les Israéliens exactement ce qu'Israël fait en leur nom. Il oblige le gouvernement à rendre compte de ses actes, ce à quoi il n'a jamais été obligé auparavant.

La troisième chose est que nous devons mettre l'accent sur la partie « sanctions » du BDS, ce qui est vraiment important. Avec ce statut rehaussé, l'OLP pourrait faire beaucoup de choses, comme faire pression pour obtenir des sanctions et l'expulsion d'Israël des différentes organisations internationales. Exactement comme le fit l'Afrique du Sud.

Quand vous parlez de la poussée de la résistance populaire, quels objectifs voyez-vous émerger à moyen terme ?

L'objectif essentiel est de faire rendre compte à Israël. Soit elle les amène à rendre compte dans une arène internationale, soit, en les amenant à rendre compte par la résistance populaire, ils doivent commencer à voir qu'il y a un prix à payer pour l'occupation continue et le racisme continu inclus dans 1948.

â?

Il doit y avoir un prix à payer pour cette occupation continue. Je parle de la résistance populaire, pas de la résistance armée. Mais je pense que cette représentation ou cette croyance qu'avait l'Autorité Palestinienne que la communauté internationale allait en quelque sorte nous sauver est sûrement avérée fautive. La communauté internationale ne va pas sauver la Palestine et je pense que la seule chose que nous pouvons faire est de nous sauver nous-mêmes et de le rendre coûteux pour Israël. Et nous le paierons longtemps nous aussi.

Ceci dit, on a prouvé que nous avons un peu plus de capacité de résilience.

J'ai toujours pensé tout le temps que la capacité d'adaptation est étonnante. Les Israéliens dressent un checkpoint et les gens le contournent. Des hommes sont emprisonnés, puis vont leur procès comme de bons Palestiniens et demandent l'autorisation de visites conjugales. Le tribunal refuse et les Palestiniens font sortir leur sperme en douce. Je veux dire, où ailleurs cela existe-t-il ? La résilience est fantastique !

Depuis quelque chose d'aussi minime que les checkpoints jusqu'à la démolition d'écoles et le fait que les gens continuent à reconstruire, que les gens ne partent pas même s'ils vivent en zone C en sachant que leurs maisons sont sous la menace d'une démolition. Il y a une résilience que l'Autorité Palestinienne n'est pas arrivée à ponctionner.

Que pensez-vous de la possibilité d'une résurgence de la résistance violente ?

Je ne pense pas que cela arrivera. Si cela devait arriver, ce serait arrivé. Les Israéliens se sont lâchés pendant cette période de négociations, avec plus de 60 Palestiniens tués, des bombardements sur Gaza, un pourcentage encore plus élevé qu'avant des arrestations continues de Palestiniens, des confiscations de terres, des démolitions de maisons et la construction de plus de colonies.

La seule démarche touchant l'aspect religieux ? Ils l'ont déjà faite en allant à Al Aqsa et en empêchant les Palestiniens de participer aux processions de Pâques.

Tous les Ã©lÃ©ments sont lÃ , et pourtant les Palestiniens se sont comportÃ©s avec une incroyable retenue. Je ne vois pas cela comme un retour Ã la violence, mais je n'ai pas non plus une boule de cristal.

Ce pourrait Ãatre un baril de poudre et demain, il pourrait y avoir une Ã©tincelle. Mais ceci aurait pu arriver avec ou sans un accord d'unitÃ© nationale.

Traduction : J.Ch. pour l'Agence MÃ©dia Palestine

Maan News: <http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=693090>

date crÃ©e
2014/04/30